

Lors de la dernière réunion de section, alors que le débat portait sur la défaite du PS aux Européennes, j'ai fait un intervention qu'Anne Mansouret m'a demandé de mettre par écrit. J'ai essayé de résumer ici mon analyse. Elle est bien entendu critiquable et discutable et n'a pour ambition que de nourrir le débat qui doit nous animer.

Deux constats :
des défaites de plus en plus inquiétantes
un décalage national/local de plus en plus grand

Mon premier constat est que cette défaite des européennes est très inquiétante. En effet généralement la défaite du PS s'inscrit dans une victoire de la droite. Or, dans cette élection nous avons perdu dans un climat à l'avantage de la gauche. Il y aura plus de députés français de gauche à Bruxelles que de droite. Cela signifie que les Français ont voulu la gauche pour les représenter mais n'ont pas voulu du PS. Pourquoi ?

Nous avons tous nos réponses. L'absence de leadership, l'image de nos dirigeants, incapables de s'entendre sur une ligne directrice, la percée du mouvement écologiste, une campagne ratée, des listes mal conçues, des bulletins peu lisibles, ... **Je pense que le mal est beaucoup plus profond.**

Pour ma part, je pense que ces raisons, aussi justes soient-elles, n'expliquent que partiellement ou de façon conjoncturelle nos défaites. Par exemple, je ne pense pas que les désaccords de nos dirigeants soient un handicap. Un grand parti politique de gouvernement doit représenter une grande diversité d'opinions, souvent complémentaires, parfois contradictoires, et être capable d'en faire la synthèse. C'est ce que fait parfaitement Sarkozy à droite en satisfaisant toutes les composantes de la droite. Je ne pense pas qu'on nous sanctionne pour nos désaccords. Nos électeurs ne nous pardonnent pas le manque de respect que nos dirigeants expriment entre eux. Ils ne nous reprochent pas nos débats, aussi vifs soient-ils, mais ils n'en peuvent plus de voir des leaders s'épuiser à vouloir se tuer politiquement les uns les autres.

Mon deuxième constat est que le PS rencontre de difficultés surtout lors des élections à portée nationale, présidentielles, législatives ou européennes. Pour l'instant les socialistes s'en sortent mieux lors d'élections locales. Pourquoi un tel paradoxe ?

Je pense que lors des scrutins locaux, les citoyens comprennent ce que nous leur proposons. Ils savent globalement lorsqu'ils mettent un bulletin socialiste dans l'urne quelle politique sera menée. Ils savent comment nous combattons les inégalités (constructions de logements sociaux, de places en crèche, aides sociales, ...), comment nous préserverons l'environnement (politique de transports en commun, développement des pistes cyclables, ...) comment nous faciliterons le « vivre ensemble » (politique culturelle active, soutien aux associations...) A tout cela s'ajoute une réputation de bons gestionnaires. Nos élus sont performants et ont souvent bonne réputation. Bref, au niveau local, nous sommes lisibles, les électeurs savent et comprennent comment nous traduisons nos valeurs en actions politiques.

Ces deux constats m'amènent à formuler trois convictions :

1/ Le PS ne sait plus incarner ses valeurs au niveau national. Il est devenu « illisible » et par conséquent a perdu sa crédibilité.

2/ Ce décalage entre le national et local, finalement l'appareil du PS l'a accepté et sait s'en contenter car il apporte son lot de victoire et de responsabilités à nos élus. Ce décalage explique par ailleurs que notre parti se transforme de plus en plus en parti d'élus et voient s'éloigner les militants

3/ Accepter cette situation c'est s'exposer à une mort lente, mais certaine, de notre parti.

Une conviction : Un PS sans proposition nouvelle

Je pense donc que le PS a cessé d'être attractif. Pourquoi ?

Si je voulais faire de la provocation je dirais que nous n'attirons plus parce que nous avons gagné trop de batailles ! Parce que la France, et plus généralement l'Europe vit globalement en social-démocratie et que les problèmes persistent. Je m'explique :

Quelle société voulions nous construire et comment avons nous traduit cela en actions politiques ?

Nous voulions construire une société plus juste et donc réduire les inégalités.

- *Tout le monde doit avoir accès à l'éducation* : on peut considérer aujourd'hui que cet objectif est atteint. Pourtant notre système éducatif est grippé et produit de l'exclusion.

- *La politique fiscale doit réduire les inégalités*. La société française a un taux d'imposition dans la moyenne des pays riche. Quand nous parlons d'augmenter les impôts c'est pour réduire la dette pas pour réduire les inégalités.

Nous voulions construire une société plus solidaire.

- *L'égalité devant la santé* : nous avons imaginé la sécurité sociale et créé la CMU.

- *La solidarité entre les générations par le système des retraites par répartition* : nous avons amené la retraite à soixante ans. Notre système de santé est en crise et le paiement des retraites dans l'état actuel ne sera plus assuré dans un avenir proche.

Nous voulions une société où l'épanouissement de chacun était possible :

- *L'accès à la culture doit permettre l'émancipation de chacun*. Jamais la culture dans l'histoire de notre pays, n'avait été à ce point accessible. Même si bien entendu des progrès restent à faire.

- *Chacun doit avoir du temps à consacré aux siens et aux loisirs* : Nous avons permis aux Français d'avoir les congés payés, nous avons diminué leur temps de travail (qui reste dans la moyenne européenne)

- *Chacun doit pouvoir vivre selon ses propres choix* : vote du PACS

Nous voulions une justice et une politique plus humaine :

- *La justice doit être humaniste* : nous avons aboli la peine de mort

- *les hommes et les femmes doivent être à égalité* : nous avons voté la parité

Cette liste n'est pas exhaustive. Bien-sûr nous n'avons pas tout réussi et certaines réformes ont été des échecs ou sont perçues comme telles (ce qui en politique revient au même).

Qu'on ne se méprenne pas. Je ne dis pas que nous vivons dans une société parfaite, solidaire et où les inégalités diminuent. Je pense exactement l'inverse. Beaucoup de combats restent à mener.

En revanche, je pense que nos solutions traditionnelles, celles que nous avons mis globalement en pratique sont soit aujourd'hui contestées parce qu'elles ne fonctionnent plus (santé, éducation, retraite, ...) soit lorsqu'elles fonctionnent ne sont plus remise en cause, y compris par la droite qui les aménagent selon ses propres valeurs (PACS, égalité homme/femme, accès à la culture, ...) Le monde a radicalement changé depuis les années 70 et la création du PS. Avons-nous nous aussi changé ?

Je pense que parce que nous avons mené à terme la plupart de nos réformes emblématiques sans pour autant résoudre tous les problèmes de la société, nous n'avons plus aujourd'hui finalement beaucoup de propositions et nous sommes concentrés sur la défense de nos réalisations. Nous sommes pour la défense des services publics que nous avons créés, pour la défense des acquis sociaux que nous avons mis en place, pour la défense d'un système éducatif que nous avons voulu,

pour la défense d'un système des retraites que nous avons porté, ...

Nos programmes aujourd'hui sont explicitement DEFENSIF. Nous sommes arc-boutés sur la défense de nos victoires. A la manière d'une équipe de foot nous jouons tous nos matchs en cherchant avant tout à ne pas encaisser de but et en espérant marquer en contre-attaque. Nous proposons aux Français de défendre tout ce que nous leur avons permis d'avoir et espérons une défaite ou un rejet de la droite (les victoires de 2004).

Nous apparaissons donc comme conservateur et comme les champions de l'immobilisme. Nous avons cessé d'être attractif car nous ne sommes plus à l'offensive. Cette stratégie est suicidaire, car aujourd'hui les Français pensent que nous n'avons rien de nouveau à leur proposer. Ils pensent donc qu'on ne se préoccupe plus de leurs problèmes où que nous sommes incapables de répondre à leurs préoccupations. Dans les deux cas, ils se détachent de nous.

Ainsi Lionel Jospin, après 5 ans de gouvernement et un bilan très positif n'avait plus de réels changements à proposer aux Français en 2002. Ce n'est pas sur son bilan que le PS a été sanctionné mais sur son absence de perspective. Il en a été de même en 2007 où Ségolène Royal n'avait pas de modèle clair de société à proposer. Deux phrases de Jospin incarnent ce désarroi. « L'état ne peut pas tout » Nous avons toujours cru l'inverse. « Je pensais qu'en réduisant le chômage, je réduirai les violences ». C'est une conviction encore bien ancrée peut être à juste titre dans nos têtes. Sur le plan européen : la fin des années 90 et le début des années 2000 ont vu le triomphe de ces politiques de gauche (Blair, Schroeder, Jospin, Prodi, ...) Tous ont remporté des élections, tous ont contribué à des avancées sociales importantes, ils ne faut donc pas les balayer d'un revers de main. Tous ont subi des échecs sur une période similaire, il faut donc méditer leurs expériences.

Une conviction : **La nécessité : un changement du logiciel socialiste**

Que signifie changer de logiciel ?

Le problème, à mon avis, est donc d'ordre idéologique. Il ne s'agit pas d'être plus à gauche, plus au centre, plus au centre gauche, ou plus à gauche du centre. Il s'agit d'incarner une politique et des valeurs. Nous ne devons pas renoncer à nos valeurs. Bien au contraire nous devons les porter haut et fort. Sarkozy s'est toujours vanté d'incarner une droite décomplexée. Nous devons être la gauche décomplexée.

Une élection nationale se joue sur des valeurs à droite comme à gauche. Le point commun entre Bush et Obama : ils ont tous les deux gagné parce qu'ils sont parvenus à incarner et à rendre cohérent leur système de valeurs. Il en va de même de Mitterrand et de Sarkozy.

La droite incarne ses valeurs qui sont respectables : le droit à la réussite, la sécurité, le respect de la propriété individuelle, ...

Nos valeurs de gauche sont notre raison d'être : l'égalité des droits, la justice sociale, la liberté et l'émancipation individuelle, la solidarité, la laïcité ... Nous devons remettre des combats derrière ces valeurs.

Ce que nous devons faire c'est repasser à l'offensive sur tous les fronts. Pour cela il faut réinventer des propositions qui permettent d'incarner nos valeurs. C'est pour cette raison que je parle de changements de logiciels : c'est une nouvelle expression politique des valeurs de gauche que j'appelle de mes vœux. La question n'est donc pas uniquement quelle société voulons-nous construire ? Mais comment voulons nous la construire ?

Ce que nous devons rechercher ensemble c'est comment articuler nos valeurs autour d'objectifs forts. Au fond on peut résumer (au risque de caricaturer) la société que nous voulons construire

autour de ces 3 thèmes :

- 1/ Une société de justice sociale
- 2/ Une société qui permette l'émancipation de chacun
- 3/ Une société respectueuse de l'environnement

Ce que les socialistes doivent rechercher c'est comment mettre en pratique ces objectifs dans le monde actuel. Pour cela ils doivent repartir de zéro. Sans avoir peur de se dépouiller de leur arsenal idéologique, de repousser des solutions auxquelles ils ont longtemps cru. Nous devons remettre de l'ordre dans nos priorités pour à nouveau parler aux Français. Ce ne sont pas les Français qui ne nous écoutent plus, c'est nous qui ne leur parlons plus.

« Nous pouvons renoncer à des solutions que nous avons cru justes sans renoncer aux valeurs que l'on pensait incarner. »

Quelques pistes de réflexion ?

Je ne prétends pas ici bâtir en quelques lignes une idéologie ou un programme. Je veux apporter un petit caillou à notre réflexion. Au fond retravailler notre logiciel revient à s'interroger sur notre vision de la République. Quelle République Française voulons-nous bâtir ? Pour cela nous devons travailler sur les fondamentaux : « liberté, égalité, fraternité » Nous devons nous réapproprier ces symboles. Je vous propose quatre débats qui peuvent orienter notre réflexion.

Quelle est notre conception de l'égalité ? La droite sarkozyste assume les inégalités parce qu'elle prétend mettre en place une égalité des chances. Nous devons donner notre propre vision. Il nous faut réfléchir aux mesures à mettre en oeuvre pour assurer une véritable égalité des chances (politique d'éducation), à celles permettant de réduire les inégalités (politique fiscale) et celles permettant d'assurer l'égalité des droits fondamentaux (politique de santé). Bref comment nous comptons relancer l'ascenseur social ?

Quelle est notre conception de la liberté ? La droite se veut la championne des libertés individuelles notamment au niveau économique. Nous devons assumer notre vision de la liberté. Nous devons expliquer comment nous voulons une société de liberté et de sécurité. La droite a trouvé un point d'équilibre entre les deux. A nous de trouver le nôtre. Nous devons également réaffirmer notre vision de la laïcité et du respect des religions.

Comment met-on en place une nouvelle fraternité au niveau de la société ? Nous voulons une société solidaire. Comment la mettons-nous en oeuvre ? Entre les générations (politique des retraites mais aussi de l'environnement), entre les peuples (vision de l'Europe et place de la France dans le monde), entre les différentes strates sociales de la société, ...

Quelle rôle donnons-nous à l'état et à la puissance publique? Traditionnellement c'est à la puissance publique de résoudre les inégalités. « L'état ne peut pas tout » Nous devons donc redéfinir les objectifs qui en reviennent à l'état et sur ses moyens d'action. Cela revient à redéfinir les activités qui relèvent de l'état, celles qui relèvent du privé, celles qui relèvent du secteur associatif, celles qui sont mixtes. Il faudra également poser la question sur la méthode d'intervention de l'état. Qu'est ce qui relève de la fonction publique ? Qu'est ce qui relève d'un simple financement de l'Etat (ou de la collectivité publique) ?